

Questions orales

M. le Président: A l'ordre. Je donne la parole au député de York-Centre.

Des voix: Bravo!

LES DETTES NON DIVULGUÉES DE LA SOCIÉTÉ

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre et concerne les dettes non divulguées qui ont été imputées aux contribuables canadiens au lieu d'être à la charge de la société Boeing, l'acheteur. Le ministre a-t-il connaissance d'autres dettes? A combien s'élèvent les dettes que les contribuables canadiens risquent d'avoir à payer maintenant pour des contrats conclus par de Havilland avant la prise de contrôle?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je serais gêné de poser la question si j'étais le député d'en face. La de Havilland avait coûté aux contribuables plus de 1 200 000 000 \$ en plus d'engagements à venir de l'ordre de 1 600 000 \$. Ce que nous avons fait, ce fut de nous assurer de réduire les engagements du gouvernement canadien, encore une fois pour la sécurité d'emploi et le maintien de l'industrie aérospatiale au Canada. C'est cela un gouvernement qui prend sa destinée en main.

[Traduction]

LE MONTANT DES DETTES

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, cette politique de faux-fuyant doit être qualifiée d'inacceptable. Pourquoi le ministre ne peut-il répondre à une question simple à propos des dettes non divulguées? A combien se chiffrent-elles? Le sait-il?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, encore une fois, aucune information sur ce sujet n'a été retenue d'aucune manière que ce soit. Elles ont été complètement données par le ministre lors de sa comparution devant le Comité de la Chambre pour étudier cette transaction, au mois de janvier 1986.

* * *

* * *

[Traduction]

LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES

L'IMPORTANCE DE LA CONTRIBUTION GOUVERNEMENTALE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Lorsque les conservateurs étaient dans l'opposition, ils ont promis aux Canadiens qu'une fois arrivés au pouvoir, ils agiraient rapidement, afin de consacrer 2,5 p. 100 du produit national brut à la recherche scientifique et au développement. Or, aujourd'hui, le directeur du Conseil national de recherches nous a appris qu'au cours des deux dernières années, les effectifs avaient été réduits de 400 années-personnes et qu'une réduction supplémentaire de 200 années-personnes allait être effectuée dans les deux années à

venir. Pourquoi le gouvernement ne tient-il pas la promesse qu'il a faite avant les élections?

• (1440)

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le député ne comprend pas que le Centre national de recherches est peut-être l'instrument le plus important sur lequel le gouvernement peut compter dans le domaine de la recherche et du développement, mais qu'il n'est pas le seul. Le gouvernement verse des centaines de millions de dollars de subventions au titre de l'aide industrielle, par l'entremise d'accords avec les provinces, et de dépenses fiscales. Nous sommes en bonne voie d'atteindre les objectifs que nous nous étions fixés.

LE POURCENTAGE DU PRODUIT NATIONAL BRUT CONSACRÉ À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, le ministre sait pertinemment que le Pr Polanyi, auquel on a décerné aujourd'hui le prix Nobel, a critiqué le gouvernement précédent, et je suis persuadé qu'il reprochera également au gouvernement actuel son échec. A l'heure actuelle, nous consacrons 1,3 p. 100 du produit national brut à la recherche et au développement. Le directeur du Conseil national de recherches a déclaré aujourd'hui qu'il faudrait attendre que le déficit ait été réduit sensiblement avant que le gouvernement ne prenne les mesures voulues pour réaliser les objectifs qu'il a promis d'atteindre. Dans ce cas, quel pourcentage du produit national brut consacrerons-nous à la recherche scientifique en attendant?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, il est peut-être nouveau qu'un gouvernement ne s'en tienne pas entièrement à des objectifs de dépenses, mais plutôt à des objectifs utiles au pays pour ce qui est des travaux de recherche à effectuer et les priorités à respecter. Je pourrais peut-être profiter de l'occasion au nom de tous les députés pour féliciter le Pr Polanyi et signaler à la Chambre qu'il reçoit bel et bien...

M. le Président: Le député de Laurier.

[Français]

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA—
L'ABOLITION DE 200 POSTES D'ICI AVRIL PROCHAIN—LA
POSITION DU GOUVERNEMENT

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre. On a appris ce matin que le Conseil national de recherches Canada est obligé de couper 200 postes d'ici avril prochain. Encore une fois, ce gouvernement qui se fout des conséquences mine notre compétence nationale en recherche et développement. Voici ma question: Par quelle logique le gouvernement a-t-il décidé de sabrer dans des programmes essentiels pour la création d'emplois ainsi que pour la santé et la survie de l'industrie canadienne?